

## Hauptstädtischer Gemeinderat Kartheiser tritt zurück

Nun ist es amtlich: Der adr-Politiker Fernand Kartheiser, seit kurzem Präsident seiner Partei, zieht sich zum 20. Juni aus dem hauptstädtischen Gemeinderat zurück in den er im vergangenen Oktober mit 2.525 Stimmen gewählt wurde. Kartheisers Kandidatur in der Hauptstadt war nicht unumstritten, war der Mann doch bei den letzten Parlamentswahlen im Südbezirk angetreten. Als Begründung für die Beendigung seines kurzen Gastspiels in der Gemeindepolitik gibt Kartheiser in einem Rücktrittsbrief an dass er die politischen Mandate seiner Partei bestmöglich ausgefüllt sehen will. Das ist seiner Auffassung zufolge momentan aber nicht der Fall da er selbst drei Mandate vereinbaren müsse: Das des Abgeordneten und Gemeinderats und auch noch das des Parteipräsidenten. Im hauptstädtischen Gemeinderat folgt ihm die Nächstgewählte auf der adr-Liste, Marceline Goergen, die im Oktober 2011 1.507 Stimmen errang.

## EU/Großbanken EU will mehr Kontrolle

Als eine Konsequenz aus der Euro-Krise sollen große europäische Banken unter eine gemeinsame Aufsicht kommen. Das kündigten die deutsche Kanzlerin Angela Merkel und EU-Kommissar

# Réforme de l'exécution des peines: avis critique de la Ligue des Droits de l'Homme «Une occasion manquée pour discuter des alternatives à la privation de liberté»

De bonnes intentions, mais pas suffisamment de garanties pour qu'elles puissent vraiment être mises en pratique, un certain nombre de défauts incompatibles avec la Convention européenne de sauvegarde des Droits de l'Homme et surtout: une occasion ratée pour mener vraiment une réflexion en profondeur sur les peines pénales et les alternatives à la privation de la liberté. C'est en résumé la critique que formule la «Ligue des Droits de l'Homme - Action Luxembourg Ouvert et Solidaire» à propos des projets de loi portant réforme de l'administration pénitentiaire et de l'exécution des peines que le Ministre de la Justice François Biltgen (CSV) aimerait encore voir votées par la Chambre des Députés cette année-ci.

### De bonnes intentions, mais...

Certes, la LDH, qui a regretté lors d'une conférence de presse hier matin que les 11 règlements grand-ducaux d'exécution des réformes font encore défaut, ce qui empêche d'aviser les textes dans toute leur étendue, salue les tentatives de modernisation et notamment la création d'une instance judiciaire indépendante pour l'application des peines - le Parquet prononce aujourd'hui les peines et décide de leur application -, la mise en place d'une véritable administration pénitentiaire et l'accent mis par le Ministre sur les efforts de réintégration du détenu au sein de la société.

Mais elle considère que les textes n'offrent pas suffisamment de garanties pour que ce dernier objectif soit effectivement atteint. Ainsi, le «contrat volontaire d'in-



Le Ministre Biltgen souhaite que le Parlement approuve les réformes encore cette année

Photo: F. Aussems

tégration» que Biltgen entend proposer à terme aux détenus ne fonctionnera aux yeux de la LDH que s'il est rempli d'un contenu profitant au détenu et à la société.

Or, ce contrat ne serait pas suffisamment clair en ce qui concerne les droits et devoirs du détenu, mais aussi les obligations et les responsabilités de l'administration pénitentiaire.

«Si l'Etat prend la décision d'enfermer des personnes, il la met ipso facto dans une situation dans laquelle il doit garantir ses droits», explique le président de la LDH, Claude Weber, «il ne suffit pas d'écrire que le prisonnier a droit à quelque chose, mais il faut aussi créer les conditions pour qu'il puisse exercer ce droit».

«Nous saluons que le respect de la dignité du détenu soit inscrit dans les textes, mais encore faudrait-il qu'ils garantissent la pro-

tection des droits fondamentaux», rajoute Weber qui considère que les projets de loi ouvrent toujours trop la voie à l'arbitraire de l'administration qui devrait d'ailleurs être soumise à davantage de contrôles.

### Droits fondamentaux: des garanties insuffisantes

Les possibilités de recours contre des sanctions disciplinaires ou d'autres décisions administratives demeurent ainsi insuffisantes comme d'ailleurs l'accès à l'assistance juridique par exemple. La Ligue plaide ainsi en faveur d'un système de consultation juridique gratuite à l'intérieur des centres de détention. Elle plaide aussi pour un accès à l'information plus étendu pour les détenus (accès à Internet avec des

restrictions) et une garantie pour la confidentialité des documents personnels et médicaux des détenus.

Pour la LDH, qui souhaite même l'inscription d'un droit à la cellule individuelle, les détenus doivent également pouvoir bénéficier des dispositions du droit du travail et de la santé dont bénéficient tous les citoyens. Même chose pour les droits civiques et sociaux.

### Réformer le catalogue des peines - vite

Et surtout pour le droit à l'enseignement et à la formation sans lequel le «contrat volontaire d'intégration» ne saurait réussir selon la LDH. Et la Ligue de regretter surtout aussi que les travaux autour des réformes n'aient pas été accompagnés d'une réflexion globale sur les peines et les mesures de sanction alternatives - au-delà du fameux bracelet électronique.

«Il va sans dire que la réforme actuelle n'aura de sens que si elle est suivie dans les meilleurs délais par une réforme du catalogue des peines», note la Ligue, «en effet seul un code pénal offrant une panoplie plus large de sanctions graduées, inspirées par un esprit d'intégration et de réinsertion, pourra nous donner la clé d'une dépopulation salutaire de nos prisons. Il serait bon que pour une fois le Luxembourg prenne le risque d'être à la pointe d'une évolution, au lieu de courir après des solutions souvent déjà dépassées au moment où nous les découvrons».

› L'avis intégral se trouve sur [www.ldh.lu](http://www.ldh.lu)

# Un manque d'alternatives

La Ligue des droits de l'Homme n'est pas tendre à l'égard des projets de loi Biltgen portant réforme de l'administration pénitentiaire et de l'exécution des peines.

**Le rapport fait une vingtaine de pages, c'est dire si la LDH est critique à l'égard de cette réforme. Elle regrette notamment que le projet de loi ne creuse pas plus la question des mesures alternatives à l'enfermement.**

De notre journaliste  
**Audrey Somnard**

La prison est le miroir de notre société, cet adage s'applique aussi au Luxembourg qui planche actuel-

lement sur une réforme de son administration pénitentiaire. «Il y a de l'espoir avec l'ère Biltgen, mais il ne faut pas s'arrêter au milieu du gué», estime Claude Weber, président de la Ligue des droits de l'Homme (LDH).

Point par point, la LDH a fait le bilan du projet de loi. Droit à la santé, droit à la formation, droit du travail : tous les aspects de l'incarcération sont passés en revue. Pour répondre à une particularité du Luxembourg, la

LDH demande que les détenus étrangers (une majorité) aient accès aux règles pénitentiaires écrites dans une langue qui leur est compréhensible, ce qui n'est pas précisé dans le projet de loi. La LDH souligne également en matière de santé ce qu'elle estime être de fausses avancées du projet, parmi lesquelles la possibilité pour le détenu de choisir son médecin, puisque cela est déjà garanti par règlement. La Ligue demande cependant que le médecin choisi par le détenu

soit également pris en charge par l'administration pénitentiaire, dès lors qu'il s'agit de soins conventionnés.

## ➤ Application du code du travail en prison

Concernant le droit du travail, la LDH demande tout simplement l'application du code du travail dans les lieux d'enfermement. Selon la LDH, l'article 34 du projet de loi sur l'administration pénitentiaire est en contradiction avec la convention de l'Organisation internationale du travail lorsqu'il indique que le code du travail ne s'applique pas aux détenus. L'obligation qui pèse sur le détenu d'exercer le travail qui lui est assigné sous peine de sanctions pose problème. L'article 34 s'inspire de la loi pénitentiaire française de 2009. Mais le problème, c'est que le texte français ne parle pas de travail des détenus, mais d'activités, en précisant que celles-ci sont simplement «proposées» par le chef d'établissement et qu'elles ont «pour finalité la réinsertion de l'intéressé» et qu'elles doivent tenir compte de sa personnalité. «L'article 34 du projet de loi luxembourgeois est à mille années-lumière de ce modèle!», commente Claude Weber.

Mais au-delà du «détail» des projets

de loi, c'est leur esprit même que la LDH critique, notamment en ce qui concerne les droits civiques et sociaux des détenus: l'article 27 du projet de loi sur l'administration pénitentiaire, qui mentionne que «l'administration pénitentiaire garantit à chaque détenu le respect de ses droits», est extrêmement vague et ne s'oppose pas explicitement à une limitation des droits fondamentaux, note la LDH. L'ASBL propose que cet article s'inspire des exemples belge et espagnol et soit reformulé ainsi: «L'administration pénitentiaire garantit à chaque détenu le respect de ses droits politiques, civils, sociaux, économiques et culturels, y compris le droit de vote et le droit d'association», en ajoutant bien entendu les critères de limitation qu'impose le régime pénitentiaire.

En somme, la LDH regrette que ces projets de loi n'aient pas fourni l'occasion de démarrer une réflexion plus vaste: «Il faudrait aller vers moins d'enfermement et offrir des mesures alternatives. Nous aurions aimé une réflexion plus large sur les peines elles-mêmes. On parle d'optimisation des prisons, on devrait revoir tout simplement leur utilisation», estime Tom Oswald, trésorier de la LDH.

[www.ldh.lu](http://www.ldh.lu)

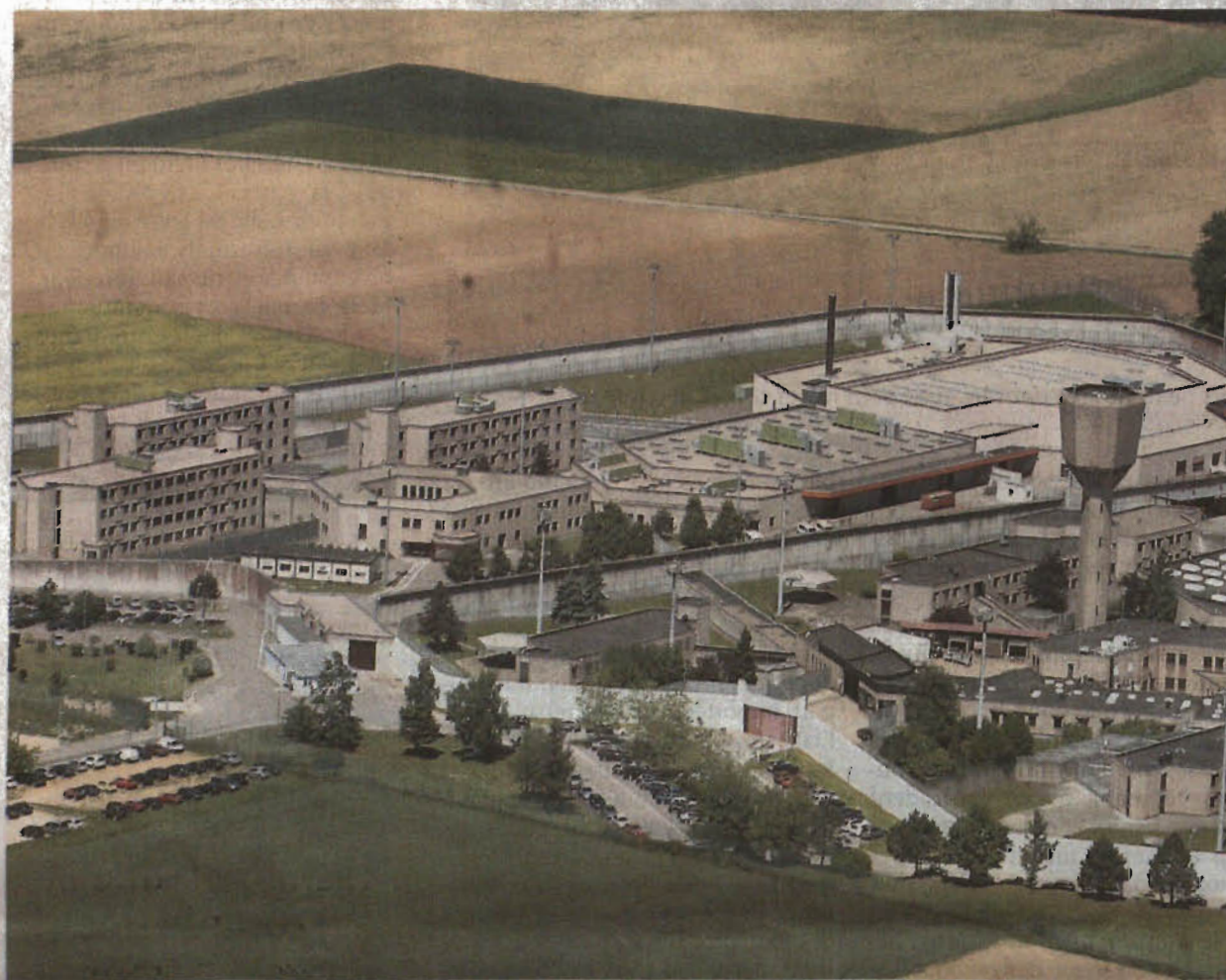


Photo : archives la

La Ligue des droits de l'Homme n'a pas mâché ses mots à l'égard de la réforme de l'administration pénitentiaire et de celle de l'exécution des peines.

## Catalogue de peines

Pour la LDH, il va sans dire que la réforme actuelle n'aura de sens que si elle est suivie dans les meilleurs délais par une réforme du catalogue des peines. En effet, seul un code pénal offrant une panoplie plus large de sanctions graduées, inspirées par un esprit d'intégration et de réinsertion, pourra

donner la clef d'une dépopulation «salutaire» des prisons, selon l'association. Toujours selon la LDH, il serait bon que «pour une fois le Luxembourg prenne le risque d'être à la pointe d'une évolution, au lieu de courir après des solutions souvent déjà dépassées au moment où nous les découvrons».

## Eine „grüne“ Strategie für Luxemburg

Wirtschafts- und Energieminister Etienne Schneider soll eine „grüne“ Strategie für Luxemburg ausarbeiten. Mit dieser Forderung richtet sich der OGBL an den LSAP-Minister. Bei den Be-



Die Gewerkschaft fordert ein Inventar der grünen Wirtschaftsaktivitäten. (FOTO: SHUTTERSTOCK)

mühungen, das nationale Wirtschaftsgefüge zu diversifizieren, sollten die Chancen der „grünen“ Wirtschaft genutzt werden. Das auch hierzulande vorhandene Potenzial in den Bereichen Energieeffizienz, Energie sparen und Energie erzeugen, in einer nachhaltigen Transport- und Wohnungsbaupolitik soll nach Dafürhalten des Onofhängege Gewerkschaftsbond ausgeschöpft werden. Aufgabe des Wirtschaftsministers sei es, gemeinsam mit allen implizierten Akteuren ein Inventar der „grünen“ Wirtschaft zu erstellen – und daraufhin ein Strategiepapier für die kommenden Jahre zu verfassen. Wichtig ist der Gewerkschaft dabei, dass die Großregion als Wirtschaftsraum in die Überlegungen einbezogen wird und dass mit dieser „grünen“ Strategie Arbeitsplätze von hoher Qualität geschaffen werden, die den Jugendlichen berufliche Perspektiven aufzeichnen. (mas)

## Wasserfonds: langsamer Ausgabenfluss

Um die Gesundheit seiner Gewässer voranzutreiben, hat die Regierung unlängst einen Bewirtschaftungsplan verabschiedet, der zurzeit zur Begutachtung beim Staatsrat liegt. Alles in allem will Luxemburg bis 2027, dem von Brüssel vorgegebenen Stichtag, über 1,2 Milliarden Euro investieren, u. a. in den Bau und in die Instandsetzung von Kläranlagen, sowie die Ver-

Der Strafvollzug und die Gefängnisverwaltung werden reformiert

# Reform mit einigen Mängeln

Ligue des droits de l'Homme bezieht Stellung zu den beiden Gesetzvorentwürfen

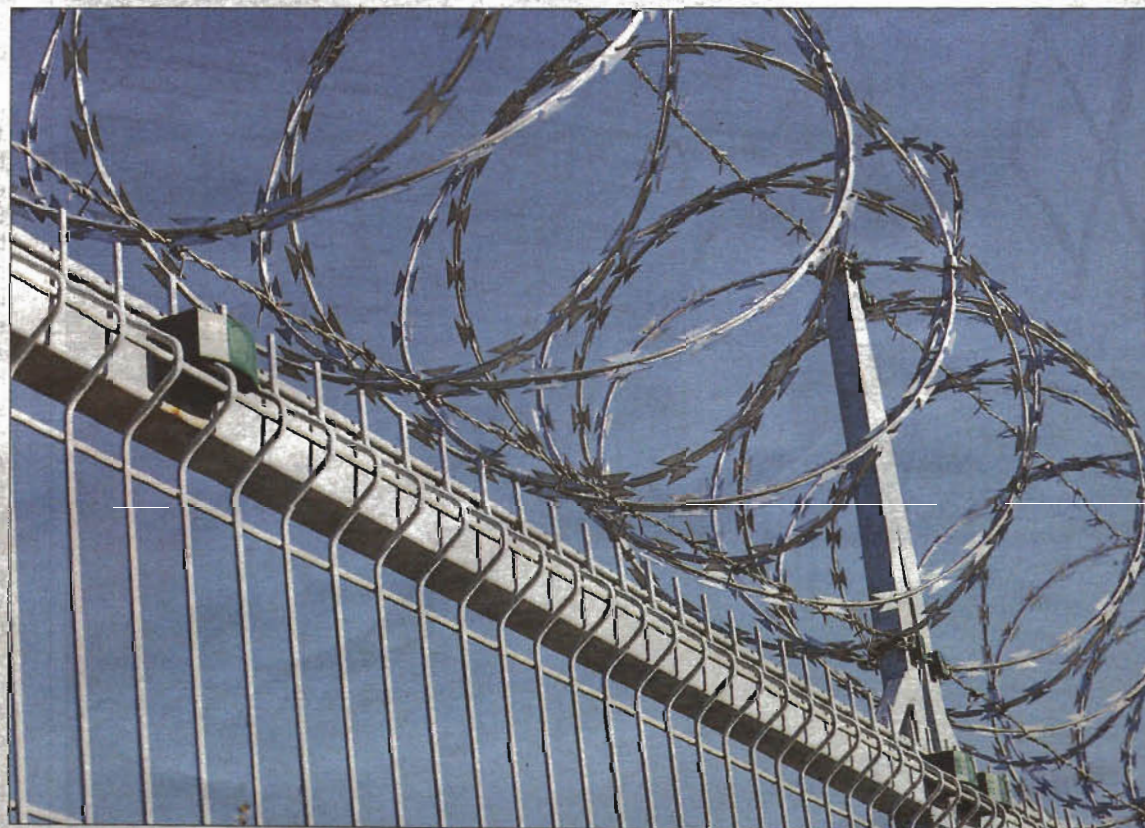
VON MICHÈLE GANTENBEIN

Auf 16 Seiten bezieht die Ligue des droits de l'Homme (LDH) Stellung zum Gesetzprojekt über die Reform der Gefängnisverwaltung und des Strafvollzugs, eine Reform, die längst überfällig sei, so die Menschenrechtsorganisation. Sie begrüßt die Reorganisation der staatsanwaltschaftlichen Kompetenzen, bedauert aber die ungenügende Auseinandersetzung mit dem „Sinn“ der Bestrafung und kritisiert die Verknüpfung von Strafmaß und Opferinteressen. Als unsinnig bezeichnete Serge Kollwelter die Einführung von Videokonferenzen. Sie seien in einem kleinen Land wie Luxemburg völlig unangebracht.

Wie es sich für eine Menschenrechtsorganisation gehört, beleuchtet die LDH die bevorstehende Reform des Gefängniswesens und des Strafvollzugs mit kritischem Blick: Die Grundrechte der Gefangenen müssen gewahrt bleiben. Damit liegt die Organisation auf der gleichen Linie wie Justizminister François Biltgen, der bei der Vorstellung der Reformpläne von einem humanen Strafvollzug sprach. Human insofern, als dass Menschenrechtsverletzungen verhindert werden und die Gefangenen resozialisiert werden sollen. Doch die LDH ist nicht ganz zufrieden mit den vorliegenden Gesetzentwürfen.

Sehr zufrieden ist die Menschenrechtsorganisation über die Reorganisation der Kompetenzbereiche der Staatsanwaltschaft. Einige ihrer Aufgabenbereiche werden künftig der Strafvollzugskammer übertragen, deren Schaffung im Reformprojekt vorgesehen ist.

Enttäuscht ist die LDH, dass die Gelegenheit nicht genutzt wurde, gründlicher über den Sinn der Be-



Der Strafvollzug soll humaner werden. In den Augen der Ligue des droits de l'Homme aber bleiben im vorliegenden Gesetzprojekt zur Reform des Strafvollzugs nicht alle Rechte der Gefangenen gewahrt. (FOTO: SHUTTERSTOCK)

strafung nachzudenken. Der eigentliche Sinn sei der Freiheitsentzug, „ohne weitere Schikanen“, erklärte Serge Kollwelter von der LDH. Über den Freiheitsentzug hinaus müsse der Gefangene alle seine Rechte behalten.

Das sei im Reformprojekt aber nicht der Fall. „Bei der Beschäftigung der Gefangenen beispielsweise wird das Arbeitsgesetz, so wie es auch in der Freiheit besteht, nicht angewendet“, beschwert sich Kollwelter, und nennt als Beispiel die Sicherheitsbedingungen oder die Sozialversicherung. Der Staat könne das Arbeitsgesetz nicht einfach außen vor lassen.

Inakzeptabel ist für die LDH, dass „die Interessen des Opfers die Höhe des Strafmaßes mitbestimmen. Die Interessen des Opfers – hier befinden wir uns im zivilrechtlichen Bereich – haben nichts mit dem Strafvollzug und dem Strafmaß zu tun“, moniert Kollwelter.

Bei den geplanten Videokonferenzen, die künftig während des gesamten Prozessverlaufs erlaubt sind, spricht der Menschenrechtler von Größenwahnsinn. „Das macht in großen Ländern wie Kanada Sinn, aber nicht in einem Land wie Luxemburg“, schüttelt Kollwelter den Kopf. Zudem sei dieser Punkt

der Prozessordnung zu zuteilen, im vorliegenden Reformprojekt aber habe er nichts zu suchen.

Über den Sinn der Bestrafung wurde nach Ansicht der LDH zu wenig nachgedacht, aber auch über Alternativen zum Freiheitsentzug, insbesondere bei kurzen Haftstrafen. Alternativen wie die elektronische Fußfessel und die gemeinnützige Arbeit müssten stärker berücksichtigt werden. Auch die in den Vorentwürfen enthaltenen 13 Ausführungsbestimmungen lösen bei der LDH Kopfschütteln aus. 13 règlements grand-ducaux ohne Details seien definitiv zu viele.

## Kurswechsel oder Katastrophe

# Zeitung vom Lëtzebuurger Vollek

Dëschdeg, de 5. Juni 2012

67/105

Oggi pagina in italiano

pagina 8

## LDH für neue Straffilosophie



Gestern stellte die Ligue des Droits de l'Homme (LDH) ihren Avis zum Gesetzesprojekt der Reform der Administration des Strafvollzugs vor. Präsident Claude Weber sah großen Nachholbedarf im Respekt vor den demokratischen Grundrechten der Gefangenen. »Wenn jemand eingesperrt wird, dann heißt das, seine Bewegungsfreiheit wird eingeschränkt. Das darf aber bis auf Ausnahmen nicht seine persönlichen Grundrechte beeinflussen«, so Weber. Man sehe am neuen Gesetzesprojekt vor allem die Fülle von Großherzoglichen Reglements mit Sorge. Hier befürchtet die LDH, daß Manipulationsmöglichkeiten am bereits gestimmten und in Form gegossenen Gesetz offengehalten werden. Seite 3

## Putin läßt die EU-Führung abblitzen



Rußlands Präsident Wladimir Putin hat sich auch von der EU nicht zu einem schärferen Kurs gegenüber der syrischen Regierung bewegen lassen. »Wir müssen noch gemeinsame Botschaften finden«, gestand EU-Ratspräsident Herman Van Rompuy nach dem EU-Rußland-Gipfel am Montag in St. Petersburg den gescheiterten Versuch ein, Putin für Sanktionen gegen Präsident Bashar Assad zu gewinnen. Zugleich appellierte Van Rompuy auf der gemeinsamen Pressekonferenz erneut an Rußland: »Wir müssen unsere Bemühungen vereinen, um die Gewalt zu stoppen und einen Bürgerkrieg zu verhindern.« Die Lage in Syrien sei »entsetzlich«. Die Situation in dem Land war einer der Schwerpunkte des zweitägigen Gipfels zwischen der EU-Spitze und Präsident Putin. Der nahm auf der Pressekonferenz keine Stellung zu Syrien. Nach einem Bericht der Nachrichtenagentur Interfax beklagte er am Rande aber eine »einseitige Position« der EU. Seite 5

## Flughafen Tripolis gestürmt

Tripolis – Aufständische haben gestern den Flughafen der libyschen Hauptstadt Tripolis mit schweren Maschinengewehren und gepanzerten Fahrzeugen gestürmt. Sie besetzten das Rollfeld und brachten den Flugverkehr zum Erliegen. Die Bewaffneten sind Angehörige eines Stammes, der mit dem im vergangenen Jahr ermordeten Staatschef Gaddafi verbunden war.

## Weniger Nachfrage

Washington – Die Nachfrage nach Produktionsgütern aus den USA ist im vergangenen Monat deutlich zurückgegangen. Im April ist die Nachfrage nach sogenannten Kernkapital-Gütern wie zum Beispiel Maschinen und Computer um 2,1 Prozent gesunken. Bereits im März war ein Minus von 2,3 Prozent verzeichnet worden. Die Nachfrage nach Kernkapital-Gütern ist ein Indikator für Investitionspläne von Unternehmen.

## Ölpreis fällt

London – Der Ölpreis ist auf den niedrigsten Stand seit acht Monaten gefallen. Ein Barrel (159 Liter) der für Europa wichtigsten Sorte Brent kostete gestern an der Rohstoffbörse in London zeitweise weniger als 96 Dollar.

## Viele Tote bei Anschlag im Irak



Beim blutigsten Anschlag im Irak seit drei Monaten hat ein Selbstmordattentäter am Montag mindestens 23 Menschen getötet. Mehr als 70 weitere seien verletzt worden, als der Täter am Vormittag vor dem Hauptbüro der schiitischen Glaubensgemeinschaft in Bagdad einen Sprengsatz in seinem Wagen zur Explosion brachte, teilte die Polizei mit. Wenig später schlugen offenbar aus Vergeltung Granaten in der Nähe des Gebäudes für religiöse Angelegenheiten der Sunniten ein. Verletzt wurde dabei niemand, auch Schäden wurden keine gemeldet. Der schwere Anschlag am Montag traf die Behörde, die Glaubensangelegenheiten der Schiiten regelt, darunter auch die Leitung von Moscheen und heiligen Stätten im gesamten Irak. Es war das opferreichste Attentat seit dem 5. März, als bewaffnete Angreifer in der westirakischen Stadt Haditha 25 Polizisten erschossen.

## Solidarität mit dem griechischen Volk

Stellungnahme der kommunistischen Parteien der Benelux-Länder zum Wahlkampf in Griechenland

Seite 3

## EU-Spitzen arbeiten an »Masterplan«

Berlin – Die Spitzen der EU-europäischen Institutionen sollen an einer grundlegenden Erneuerung der EU arbeiten. Die Zeitung »Welt am Sonntag« berichtete, EU-Ratspräsident Herman van Rompuy, Kommissionspräsident Jose Manuel Barroso, der Eurogruppen-Vorsitzende Jean-Claude Juncker und der Präsident der Europäischen Zentralbank Mario Draghi planen eine Fiskalunion, eine Bankenunion, eine politische Union und Strukturreformen.

Das Blatt schrieb, die vier Spitzenvertreter wollten auf dem EU-Gipfel Ende Juni einen »Fahrplan« präsentieren, den die Staats- und Regierungschefs bis Ende des Jahres offiziell beschließen sollten.

## Ungewisse Zukunft



Nachdem in der BRD rund 14.000 Schlecker-Beschäftigte ihren Arbeitsplatz verloren haben, ist die Zukunft für die 120 Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter der 28 Schlecker-Filialen in Luxemburg ebenfalls ungewiß. Die Filialen der Schlecker Österreich-Luxemburg seien bis auf Weiteres gesichert, hieß es gestern. Es scheint jedoch durchaus möglich, daß es auch hier zu Kündigungen oder anderen Veränderungen kommen kann. Heute wird in Wien über eine mögliche gemeinsame oder getrennte Übernahme der Läden in Österreich und Luxemburg verhandelt. Informationen über einen möglichen Käufer lagen bis Redaktionsschluß nicht vor.

## Streiten um Almosen

Seite 3



2 999002 101526

Avis der Ligue des Droits de l'Homme zur Strafreform

# Eine neue Strafphilosophie muß her

Gestern stellte die Ligue des Droits de l'Homme (LDH) ihren Avis zum Gesetzesprojekt der Reform der Administration des Strafvollzugs vor. Präsident Claude Weber sah großen Nachholbedarf im Respekt vor den demokratischen Grundrechten der Gefangenen. »Wenn jemand eingesperrt wird, dann heißt das, seine Bewegungsfreiheit wird eingeschränkt. Das darf aber bis auf Ausnahmen nicht seine persönlichen Grundrechte beeinflussen«,

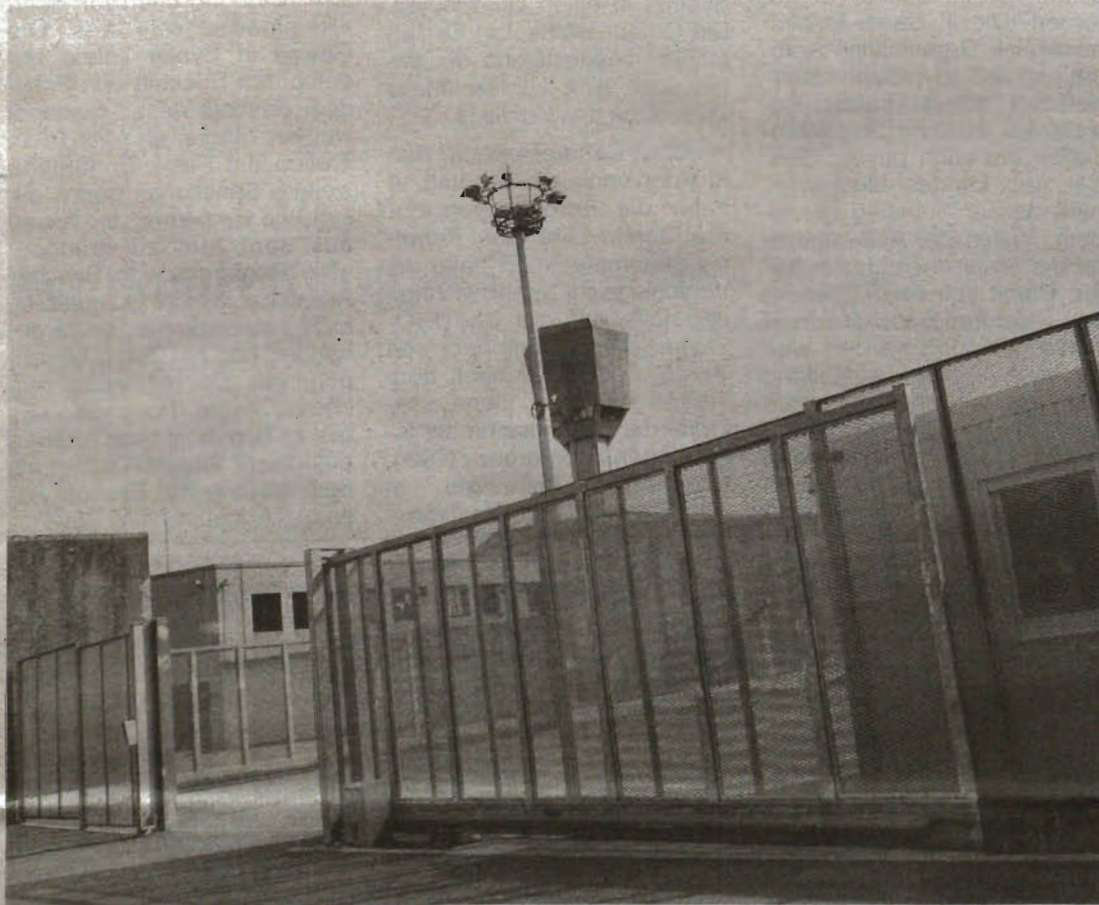
so Weber. Man sehe am neuen Gesetzesprojekt vor allem die Fülle von Großherzoglichen Reglements mit Sorge. Hier befürchtet die LDH, daß Manipulationsmöglichkeiten am bereits gestimmten und in Form gegossenen Gesetz eingefangen werden.

Grundsätzlich sehe man die aktuellen Veränderungen mit Blick auf eine »kleine Eiszeit« der Justiz vor fünf bis zehn Jahren, dennoch sei noch nicht alles Gold was glänzt, erklärte Weber.

Es gehe der LDH auch nicht darum, »den Gangstern das Leben zu erleichtern«, aber es müsse mehr über alternative Bestrafungsformen nachgedacht werden. Viele kurze Haftstrafen von einem Jahr und darunter könnten anders gestaltet werden, erklärte Sekretär Serge Kollwelter. Der Staat habe eben nicht nur die Autorität gegenüber dem Bestraften, sondern auch eine Verantwortung, seinen Rechten und seinem Schutz gegenüber.

Betreffend die Arbeit im Gefängnis sei der Staat aufgefordert, dafür zu sorgen, daß nicht wie in anderen Ländern die Gefangenearbeit von externen Unternehmen aus Profitgründen und zum Produktionsvorteil ausgenutzt werden darf. Die LDH fordert die Anwendung des Code du Travail auch für in Haft beschäftigte Menschen. Geradezu absurd findet die Organisation, daß der Staat dem Häftling von der Entlohnung für Arbeit »frais d'hébergement« abzieht. Schließlich sei dieser ja gezwungen, dort »zu logieren«. Weiterhin müßten Häftlinge, welche hinter Gittern einer Arbeit nachgingen, automatisch vom Staat bei der CNS krankenversichert werden. Auch sollte laut LDH mehr für die inhaftierten Frauen getan werden, welche im Vergleich weit weniger an Aktivitäten und Arbeitsangeboten teilnehmen könnten als Männer.

Weiterhin fordert die LDH eine regelmäßige Evaluierung der Strukturen des Strafvollzugs, sowie einen Code de déontologie und regelmäßige Fortbildungen für das Personal. Bei letzterem zeigte sich die Organisation besorgt über den Trend des »Outsourcing« von administrativen Aufgaben an externe Privatunternehmen, wie beispielsweise die Sicherheit im Eingangsbereich des Gefängnisses in Schrässig. Nicht nur in den USA ließe sich diese Entwicklung mehr und mehr feststellen.



## Solidarität mit dem griechischen Volk

Stellungnahme der kommunistischen Parteien der Benelux-Länder zum Wahlkampf in Griechenland

Die Partei der Arbeit Belgiens (PTB), die Neue Kommunistische Partei der Niederlande (NCPN) und die Kommunistische Partei Luxemburgs (KPL) erklären sich solidarisch mit den Arbeitern, den Arbeitslosen, den Rentnern und ihren Familien sowie mit der Kommunistischen Partei Griechenlands (KKE), die standhaft und mutig deren grundlegende Interessen verteidigt.

Die KKE kämpft für die Entwicklung des Klassenkampfes, für die Förderung des Klassenbewußtseins der Arbeiter. Sie entlarvt die verräterische Propaganda, mit der die Parteien der griechischen und der europäischen Bourgeoisie das griechische Volk dazu bringen wollen, eine unmenschliche Austeritätspolitik zu akzeptieren. Die KKE tritt ein für ein Bündnis aller werktätigen Menschen, der Arbeiter, Bauern und der Selbständigen, mit dem Ziel, nicht einfach nur eine andere Regierung anzustreben, sondern einen völlig anderen Staat zu schaffen, einen Staat, in dem das Volk die Macht hat und nicht weiterhin eine kleine Gruppe von Superreichen.

In unseren Ländern fördern wir eine Bewegung der Solidarität mit dem Kampf der griechischen Werktätigen und der KKE. Das Beispiel Griechenland zeigt deutlich, wie weit die transnationalen Konzerne und Banken der EU und deren politische Repräsentanten zu gehen gewillt sind, um ihre Milliardenprofite zu sichern. Soziale Rechte, die in jahrzehntelangen Kämpfen errungen wurden, sollen von heute auf morgen beseitigt werden, Löhne und Sozialleistungen werden unter die Armutsgrenze gedrückt, öffentliche Dienste, Bildung und Gesundheitsfürsorge werden abgebaut und kommerzialisiert. Wir dürfen nicht zulassen, daß diese Großkapitalisten ihre Politik fortsetzen, denn sie wollen die schaffenden Menschen in der gesamten EU in ein Leben in Armut und ohne soziale Rechte stürzen.

Brüssel, Amsterdam, Esch/Alzette, 1. Juni 2012

CK

Gemeindesyndikat Syvicol  
in neuer Zusammensetzung

## faits divers

## Tour de passe-passe pour quelques billets

Un homme a volé plusieurs billets de 50 euros par un tour de passe-passe dans une station-service située route d'Arlon à Oberpallen. L'individu était accompagné d'une femme. Tous deux étaient de type indien. L'homme était vêtu d'une chemise blanche et d'un pantalon beige. La femme portait une petite robe blanche à fleurs, un legging noir, des lunettes et des boucles d'oreilles créoles. La police lance un appel à témoin (113).

## Agressé pour un iPod et une montre

Un homme s'est fait agresser dimanche vers 18 h 15 dans la rue Abbé Jos Keup à Luxembourg en rentrant chez lui. Un individu a surgi d'une haie, l'a frappé au ventre et lui a dérobé sa montre et son iPod.

## Votre vitesse surveillée

La police annonce cinq contrôles de vitesse aujourd'hui: l'après-midi à Colmar-Berg, à Ehlerange, à Koetschette, à Luxembourg et à Strassen.

24

2, rue Christophe Plantin  
L-2988 LUXEMBOURG

Rédaction: tél: 4993 2424  
fax: 4993 2425  
e-mail: point24@wort.lu  
internet: www.wort.lu/fr

## Editeur:

Saint-Paul Luxembourg s.a.  
2, rue Christophe Plantin  
L-2988 LUXEMBOURG

Distribution: tél: 4993 2429  
e-mail: distribution@point24.lu

# Réforme pénitentiaire: la LDH se montre critique

**La Ligue des droits de l'Homme (LDH) s'est exprimée hier sur les projets de loi portant réforme de l'administration pénitentiaire et de l'exécution des peines.**

Bien qu'ayant en partie contribué à la rédaction de ces nouveaux textes après avoir produit un mémoire remis au ministre de la Justice, François Biltgen, la LDH se dit toutefois un peu déçue, voyant quelques problèmes dans le détail des deux projets. «Ceux-ci ouvrent trop la voie à l'arbitraire de l'administration et ren-



PHOTO: SHUTTERSTOCK

voient à des règlements grand-ducaux qui ne seront pas soumis au Parlement au moment du vote», note la LDH qui évoque dès lors une absence de contrôle démocratique. D'où son souhait que les II règle-

ments grand-ducaux prévus dans les deux projets de loi soient rédigés avant le vote de ceux-ci. Evoquant une nouvelle «philosophie» de la peine, la LDH estime qu'il faut saisir «une occasion qui ne se

représentera pas de sitôt» de faire évoluer la politique et la pratique pénitentiaires vers des peines de substitution qui, selon la ligue, permettraient de désengorger les prisons et d'en sortir des individus dont ce n'est pas la place, citant en exemple les toxicomanes «qu'il est impossible de soigner derrière des barreaux». Enfin, la Ligue des droits de l'Homme considère que la réforme en cours n'aura de sens que si elle est accompagnée ou du moins suivie d'une réforme du catalogue des peines. //

## Le «Pont Rouge» sera fermé ce week-end



PHOTO: MARC WILWERT

Le pont Grande-Duchesse Charlotte et l'avenue J.-F. Kennedy seront fermés à la circulation à partir de samedi 18 heures et jusqu'à 20 heures dimanche. Le temps de lever les me-

sures de contournement mises en place au niveau de la Porte de l'Europe et de mener à terme certains travaux routiers. Piétons et cyclistes circuleront normalement. //

## Bébé mort maltraité: le couple risque gros

La chambre criminelle du tribunal de Luxembourg a entamé hier l'examen d'une affaire à charge d'un jeune couple, jugé pour des coups et blessures volontaires sur leur bébé, une fillette de quatre semaines, décédée des suites de ces sévices. Seuls les deux accusés - une femme de 21 ans et un homme de 26 ans - savent exactement ce qui s'est passé la nuit du 5 décembre 2010 à leur domicile des bords de la Moselle. Pour les enquêteurs, les choses sont en

revanche plus floues, le couple n'ayant eu cesse au cours de l'instruction de changer de version des faits allant jusqu'à se contredire l'un l'autre et remettre en cause les constatations médicales. Le fait est pourtant que la fillette a été retrouvée avec une fracture du crâne, de multiples ecchymoses sur son visage et un gros hématome au milieu du dos. Le couple risque la réclusion criminelle à perpétuité. Le procès se poursuivra aujourd'hui encore. //

Vite lu

**Le tunnel de Merl fermé deux jours**

LUXEMBOURG - Le tunnel de Merl, sur l'A4, est fermé à la circulation aujourd'hui et demain de 9 h 30 à 18 h. Une déviation par le rond-point sera mise en place.

**Rues barrées près du Musée de la Ville**

LUXEMBOURG - Demain, de 18 à 22 h, une partie de la rue du Saint-Esprit et des rues limitrophes seront barrées à la circulation (excepté pour les vélos).

**Des activités pour les jeunes de Dudelange**

DUDELANGE - Les jeunes de 12 à 18 ans ont droit à un programme d'activités diverses mis en place par la commune et la Maison de jeunes, pour cet été, notamment du 16 juillet au 10 août. [www.dudelange.lu](http://www.dudelange.lu)

# Choisir son métier sans problèmes de langue

**LUXEMBOURG - Bon nombre des formations professionnelles restent inaccessibles en raison du régime linguistique.**

Dans l'enseignement secondaire technique, la part des lycéens étrangers est importante, avec 42,7 % sur 25 879 élèves inscrits en 2010/2011. Cependant, le régime linguistique des formations dans les lycées techniques n'est pas adapté à cette situation.

«Notre objectif est de parvenir à ce que toutes les formations soient proposées dans les deux langues, en allemand et en français», explique l'enseignant-orienteur au Lycée technique du Centre (LTC), au Kirchberg, Gilbert Graf. Car «choisir son métier, c'est un



La plupart des formations agricoles sont uniquement proposées au régime linguistique allemand.

projet de vie. Les jeunes ne doivent pas être empêchés d'apprendre le métier qui les intéresse à cause de divergences linguistiques», précise-t-il. En effet, le choix des forma-

tions professionnelles est très restreint pour les élèves francophones. C'est pourquoi le LTC organise demain une table ronde conjointe avec des représentants du ministère de

l'Éducation nationale et des chambres professionnelles «pour connaître les besoins et trouver des solutions dans le cadre de la réforme».

**Nora Weis et Jérôme Wiss**

## Où est l'argent du Fonds de l'eau?



Les stations d'épuration, comme celle de Mersch (photo), font partie des compétences du Fonds pour la gestion de l'eau.

LUXEMBOURG - Pourquoi le Fonds pour la gestion de l'eau n'utilise-t-il pas la totalité des budgets qui lui sont alloués? C'est la question que soulève le député DP Fernand Etgen. Il indique que, pour l'année 2011, un montant de 86,5 millions d'euros a été prévu pour le budget du Fonds Or, celui-ci a dépensé 50,4 millions. Plus de 41 % n'ont pas été rati-

lisés. Le député rappelle que la Commission européenne a assigné le Luxembourg pour son traitement insuffisant des eaux urbaines. Une assignation qui pourrait coûter des millions au Grand-Duché. Le pays pourrait investir dans ce domaine... Contactée, la direction du Fonds pour la gestion de l'eau n'a pas souhaité se prononcer pour l'instant.

## Prison: réforme «imprécise»

LUXEMBOURG - La Ligue des droits de l'homme (ALOS-LDH) s'est exprimée hier sur la réforme de l'administration pénitentiaire et de l'exécution des peines. Le texte de la réforme est jugé trop imprécis quant à la garantie du respect de la dignité et des droits des détenus. La LDH plaide pour la conception d'un programme élaboré afin de faciliter la réinsertion des détenus. La LDH exprime ses doutes quant à l'utilité de l'introduction de vidéoconférences dans la procédure judiciaire.

## L'ADR Kartheiser démissionne du conseil communal de la capitale

LUXEMBOURG - Le président de l'ADR, Fernand Kartheiser, démissionne du conseil communal de Luxembourg-Ville. À la tête de son parti depuis le

25 mars, il cumulait ces fonctions avec un poste de député et a considéré devoir abandonner un mandat. Il a préféré rester à un poste national. «À l'approche des élections législatives de 2014, il me semble essentiel de me consacrer à la préparation de cette échéance», justifie-t-il. Son élection à ce poste, en octobre dernier, avait créé la polémique, ses adversaires considérant qu'il n'avait pas le droit de se présenter dans la capitale, n'y possédant pas son domicile principal.



Kartheiser délaisse un mandat.

## Les enseignants de l'école de l'armée ont fini par être payés

LUXEMBOURG - «À aucun moment les enseignants de l'école de l'armée n'ont été privés de leur rémunération», dit le ministre de la Défense, Jean-Marie Halsdorf, au député libéral Fernand Etgen. Les cours ont été interrompus en raison de

retards dans le paiement des heures supplémentaires. Le ministre affirme qu'une réunion, après les vacances de Pâques, a permis de régler le problème. Les enseignants ont reçu le montant qui leur était dû et les cours ont pu reprendre.

## Vers un traité sur les armes?

LUXEMBOURG - Le député socialiste Ben Fayot a déposé une demande d'heure d'actualité pour évoquer des négociations en vue d'un traité sur le commerce des armes. Le sujet devrait être débattu par la Chambre prochainement. Samedi, Amnesty International avait réclamé un traité qui n'oublie pas les droits humains.

# A la peine

## Réforme pénitentiaire

Malaise de la Ligue des droits de l'Homme...

«*La législation carcérale actuelle contient un certain nombre d'archaïsmes pour lesquels le pays a été condamné!*» Déposés au parlement en décembre 2011, les projets de loi réformant l'administration pénitentiaire et l'exécution des peines étaient ainsi attendus de pied ferme par la LDH, a rappelé Claude Weber, son président.

Mais après examen approfondi, le satisfecit se veut mesuré. «*La réforme ouvre des perspectives d'amélioration: la création d'une vraie administration pénitentiaire, le retrait de l'exécution des peines de la compétence du Parquet ou encore le contrat volontaire pour l'intégration des condamnés, poursuit-il. Mais à la lecture, un malaise persiste.*»

### Loi du talion

Premier écueil, les projets «*ouvrent la voie à l'arbitraire de l'administration*» et renvoient à des règlements. Des textes dont la rédaction a posteriori «*risque d'échapper au contrôle démocratique*», s'insurge la LDH qui note aussi qu'elle pourrait atténuer des droits acquis dans la loi.

Autre réserve, la LDH appelle à évoluer vers des réponses moins préjudiciables à la réintégration que l'enfermement. En clair, un recours accru aux peines de substitution, laissant la prison en «*dernier recours*». La revue du catalogue des peines, vers «*une panoplie plus large de sanctions graduées dans un esprit d'intégration et de réinsertion*» serait une suite logique.

La LDH se veut aussi critique sur l'absence de code de déontologie du personnel carcéral et d'organisme de contrôle des centres de détention, ou encore sur la place réservée à l'avis de la victime dans l'exécution des peines. Et d'en appeler donc à plus de courage.

SEBASTIEN MEINBACH



## SOZIALES

STRAFANSTALT

# Rechtsfreier Raum

Christiane Walerich

**Die Stellungnahme der „Ligue des droits de l'homme“ zu den Gesetzesprojekten zum Strafvollzug fällt recht kritisch aus. Weder sei in ihnen eine grundlegende Reflexion der Funktion der Gefängnisstrukturen erkennbar noch sicherten sie den Häftlingen ihre Grundrechte.**

1971 wurde an der Stanford University von dem Psychologen Philip Zimbardo ein psychologisches Experiment durchgeführt, bei dem es um das Verhalten unter den Feldbedingungen echten Gefängnislebens ging. 24 Freiwillige wurden teils als Gefängniswärter, teils als Gefangene definiert. Das ursprünglich auf zwei Wochen angelegte Experiment musste nach sechs Tagen abgebrochen werden, da die Situation zwischen Wätern und Gefangenen außer Kontrolle geriet. Zimbardo meinte damals, dass in der Gefängnissituation „eine Reihe von Faktoren eingeflossen sind, von denen für sich genommen keiner sonderlich dramatisch war, die jedoch zusammen eine mächtige Kombination bildeten.“ Faktoren, wie Verlust der Individualität, Entmenschlichung, Diffusion von Verantwortung und starke Machtgefälle erzeugten eine Situation des „laissez-faire“. Dieses Experiment zeigte drastisch, dass Menschenrechte unter den Bedingungen des Strafvollzuges äußerst verletztlich sind.

Um die Rechte der Häftlinge im Strafvollzug ging es diese Woche auch bei einer Veranstaltung der „Ligue des droits de l'homme“ (ALOS-LDH), bei der die Stellungnahme der Organisation zu den Gesetzesprojekten „portant réforme de

l'exécution des peines“ (6381) und „portant réforme de l'administration pénitentiaire“ (6382) vorgestellt wurde. Für die Reformprojekte, die Justizminister François Biltgen Anfang des Jahres eingebracht und als „globale Reflexion zum Strafvollzug“ gepriesen hatte, war es höchste Zeit, denn schon lange steht Luxemburgs Strafvollzug in der Kritik - wegen der chronischen Überbelegung des geschlossenen Vollzugs in Schrassig (CPL), aber auch allgemein wegen der Lebensbedingungen im Knast.

So stellte die Gefangenenhilfsorganisation „info-prison“ (die inzwischen Geschichte ist) - schon vor Jahren fest: „Das Gefängnis an sich ist gesundheitsschädlich - sowohl in psychischer als auch in physischer Hinsicht ... die sozialen Bindungen zur Außenwelt werden nahezu vollständig durchtrennt. Es gibt sehr viele Situationen, in denen man nicht adäquat auf fundamentale Einschnitte ins eigene Leben reagieren kann, weil man weggesperrt ist“ (siehe Woxx 923). Und: „Die Unterbringung im Gefängnis vermittelt den Leuten nicht das Gefühl, dass sie das als Chance für die Zeit nach der Inhaftierung nutzen können.“ Problematisch an der Gefängnisstruktur sei nicht nur, dass die Betroffenen in ihren Ausdrucksmöglichkeiten stark eingeschränkt werden, was das Aggressionspotential noch zusätzlich fördere - die Situation im Gefängnis beeinträchtigt auch den Status der Individuen als Rechtssubjekte.

„Man müsste sich eingestehen, dass das Gefängnis keine Probleme löst. Die Leute werden für ein paar Jahre aus dem Verkehr gezogen, und

wenn sie rauskommen, ist bei vielen die Situation sogar noch schlimmer“, folgerte Schmitz damals.

Hierin soll nun eine Änderung eintreten: „Der aktuelle Minister hat uns einen Strafvollzug versprochen, der menschlicher ist, der mehr Möglichkeiten für die Integration der Gefangenen in die Gesellschaft bietet“, so Claude Weber von der Menschenrechtsliga, die sich seit einigen Jahren mit den Haftbedingungen im Gefängnis befasst. Es seien bereits einige Verbesserungen festzustellen. So wurde die Doppelrolle der Staatsanwaltschaft, die nach der bisherigen Gesetzgebung die Bestrafung forderte und zugleich für die Ausgestaltung der Strafen zuständig war, durch die Schaffung einer unabhängigen Instanz beseitigt. Auch die Schaffung einer neuen Strafvollzugsverwaltung ist geplant, und ein „Contrat volontaire d'intégration“ soll den Gefangenen eine bessere Integration ermöglichen. „Dennoch bleibt ein Unbehagen aufseiten der Menschenrechtsliga. Mit dem jetzigen Gesetzesentwurf geben wir uns nicht zufrieden“, betont Weber. Drei Gründe seien hierfür zu nennen:

## Menschlichere Strafvollzug

Erstens basiere diese Reform nicht auf einer grundlegenden Reflexion über den Sinn der Strafe und die Funktion der Gefängnisstrukturen. Die Reform böte eigentlich die Gelegenheit, gesellschaftlich progressiv zu werden, d. h. über Alternativstrafen zum geschlossenen Strafvollzug nachzudenken und das Gefängnis als letzte Instanz zu behandeln. Statt-

dessen habe man, wegen der chronischen Überbelegung des geschlossenen Vollzugs in Schrassig, auf Findel ein Gefängnis für Abschiebehäftlinge errichtet, und ein weiteres Gefängnis für Untersuchungshäftlinge werde bis Ende 2017 in Sassenheim seinen Betrieb aufnehmen. „Wenn mehr Zellen gebaut werden, dann werden auch wieder mehr Leute eingesperrt - das Angebot schafft die Nachfrage“, kritisiert die Menschenrechtsliga. Zudem seien die meisten Bewohner der Gefängnisse Drogenabhängige, denen auf diese Art eher wenig geholfen werde. Dabei sei eine breite Palette von Alternativmaßnahmen vorstellbar - etwa die Mediation, die elektronische Fußfessel - auch wenn diese allein nicht die oft dringend erforderliche Sozialarbeit leisten könne - oder eine Entschädigung der Opfer. „Letztere kann aber am wenigsten garantiert werden, wenn man die Täter wegsperrt“, betont Weber.

Zweitens werde in den beiden Gesetzesprojekten eine ganze Reihe von Grundrechten nicht genügend garantiert. Eine Gefängnisstrafe - „privation de liberté“ - bedeute vor allem, dass eine Person weggesperrt wird. Aber alle anderen Menschenrechte, die Grundrechte auf Gesundheit, Arbeit, Kommunikation, Bildung sowie die Bürgerrechte und politischen Rechte bestünden weiterhin. „Wenn der Staat die Entscheidung trifft, Menschen einzusperren, um auf einen sozialen Verstoß zu reagieren, dann muss er die Grundrechte trotzdem respektieren“, so Weber. Ein Gefangener müsse in seinen Rechten unterstützt werden, es genüge nicht, diese auf Papier scheinheilig zu garantieren.

„Well, if they freed me from this prison,  
 If that railroad train was mine,  
 I bet I'd move out over a little,  
 Farther down the line,  
 Far from Folsom Prison...“,  
 sang Johnny Cash bei seinem legendären  
 Konzert 1968 vor den Gefangenen  
 des „Folsom State Prison“,  
 einem Hochsicherheitsgefängnis in  
 Kalifornien, das für seine harte Behandlung  
 der Gefangenen berüchtigt war. Cash selbst  
 kam mehrmals in seinem Leben mit dem  
 Gesetz in Konflikt.

Drittens sei es bedauerlich, dass in den Gesetzesprojekten eine ganze Reihe von großherzoglichen Regelungen vorgesehen sind. Das habe nämlich zur Folge, dass die vom Parlament gutgeheißenen Passagen der Gesetzesprojekte nachträglich abgeändert werden können. „Hier besteht also keine demokratische Kontrolle“, kritisiert Weber. „Deshalb sollten die Regelungen vor der parlamentarischen Abstimmung vorliegen.“

In ihrem Gutachten spricht sich die Menschenrechtsliga auch für eine obligatorische Weiterbildung der Gefängniswärter aus und plädiert dafür, ihnen Recht auf eine Supervision zuzugestehen.

### Offene Fragen in puncto Sozial- und Zivilrechte

Insgesamt verweist die Ligue auf einen ganzen Strauß offener Fragen in puncto Sozial- und Zivilrechte. „Ganz wichtig ist uns die Frage der Frauen im Gefängnis. Die Frauen haben oft weniger Rechte als die Männer, da es sich nicht um so viele handelt“, erklärt Weber. Es gebe weniger Aktivitäten, an denen sie teilnehmen können, deshalb müsse auch die Gleichberechtigung im Gesetz verankert sein.

Weiter enthält das neue Gesetzesprojekt die Regelung, dass die Gefangenen vom Arbeitsrecht - das nicht nur ein Mindestgehalt, sondern auch Ansprüche wie die Gesundheits- und Rentenversicherung, das Recht auf bezahlten Urlaub etc. garantiert - ausgenommen sind. „Es kann nicht sein, dass die Menschen drinnen unter anderen Bedingungen arbeiten als

draußen“, kritisiert Tom Oswald. „Wir glauben auch, dass man die Häftlinge nicht zur Arbeit zwingen kann, schon gar nicht unter ungerechten Bedingungen.“ Es gehe nicht an, dass ein Teil des Arbeitslohns der Häftlinge für die Unterbringungskosten abgezweigt wird - schließlich hätten sich die Gefangenen ihre Wohnsituation nicht selbst ausgesucht. Außerdem arbeite nur ein Teil der Gefangenen, und nur dieser werde zu den Zahlungen herangezogen. Schon 2010 (woxx: 1085) hatte Paula Gomes, die Vorsitzende von „défi-job“, einer Vereinigung, die den Gefangenen bei der beruflichen Resozialisierung hilft, moniert, dass für die rund 600 Strafgefangenen in Schrässig nur rund 50 Arbeitsplätze zur Verfügung stehen und es auch im Schulbereich nur eine ungenügende Zahl von Ausbildungsplätzen gibt. Die Gefängnisse hätten auch unter der Finanzkrise zu leiden - es gebe zu wenig Unternehmen, die Bestellungen aufgeben. Und schließlich: „Raus aus dem Gefängnis wollen alle - aber ein Ziel vor Augen haben in Luxemburg nur die wenigsten“, monierte die „défi-job“-Verantwortliche damals.

Ein weiterer Problempunkt, auf den die Ligue hinweist, sind die Bürgerrechte. Das Grundrecht auf eine Adresse im Strafvollzug sei nicht garantiert. „Wie sieht es dann mit den Wahlen aus, wenn sie keine Anschrift haben?“, fragt Oswald. Wichtig sei auch das Recht, eigene Interessen zu vertreten, und zwar nicht nur mit dem Mittel einer Gefangenendelegation, sondern als Asbl. Die Korrespondenzmöglichkeiten dürften nicht eingeschränkt werden - auch nicht durch Disziplinarsanktionen. Auch



das Internet müsse, mit den notwendigen Sicherheitsmaßnahmen, zur Benutzung frei sein. Und der Gefangene müsse das Recht haben, seine privaten Dokumente unzugänglich für das Gefängnispersonal wegzuschließen.

Desgleichen verweist die Ligue auf die Notwendigkeit eines gesicherten Zugangs zum Recht. Jeder in der Gesellschaft, der nicht die Mittel hat, sich zu verteidigen, hat das Recht auf eine juristische Assistenz. „Dieses Recht haben Häftlinge nicht. Wir möchten, dass im Gesetz eine kostenlose Rechtsberatung festgeschrieben wird“, betont Oswald. Wünschenswert sei auch eine klare Skala der Disziplinarsanktionen im Gefängnis. Um Willkür bei diesen zu vermeiden, müsste es zudem die Möglichkeit geben, Beschwerden vorzubringen, über die dann auch schnell befunden werden sollte. Auch auf die Kontrolle der Gefängnisverwaltung gingen die Gesetzesvorschläge nur unzureichend ein. „Es fehlt an Kontrollmechanismen, wie etwa eine regelmäßige Berichterstattung der Verwaltung. Wir plädieren auch für die Einführung

eines Berufsethik-Kodex, damit das Personal immer weiß, was erlaubt ist und was nicht“, so die Vertreter der Menschenrechtsliga, die die beiden Gesetzestexte aufgrund der vielen Ungereimtheiten als ziemliches Flickwerk bezeichnen.

In Zukunft muss unbedingt auch den vorbeugenden Maßnahmen größere Aufmerksamkeit gewidmet werden - von diesen handeln die beiden Gesetzestexte aber kaum. Die verschiedenen Ministerien müssten zusammenarbeiten und präventive Maßnahmen ergreifen, damit Jugendliche und Erwachsene vor Straffälligkeit bewahrt bleiben. Ohne die Schaffung gesellschaftlicher Strukturen zur Eingliederung in den Arbeitsmarkt, wie sie etwa die „écoles de la deuxième chance“ darstellen, die jungen Schulabbrechern eine zweite Chance geben, ohne sinnvolle Programme zur Integration auch von älteren Menschen, die aus der Bahn geraten sind, und ohne eine grundlegende Änderung der rigiden Bestrafung von Beschaffungsdelikten wird eine Strafvollzugsreform wenig erbringen.